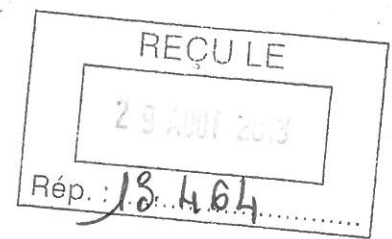




Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'AIN



COPIE

Préfecture de l'Ain  
Direction de la réglementation  
et des libertés publiques  
Bureau des réglementations  
Références : ACM

**Arrêté préfectoral  
fixant des prescriptions complémentaires à l'autorisation d'exploiter  
de la société SAINT GOBAIN EMBALLAGE à LAGNIEU**

**Le préfet de l'Ain,**

- VU le Code de l'environnement - Livre V - Titre 1<sup>er</sup>, et notamment les articles L512-3 et R512-31;
- VU le décret n° 2010-1250 du 21 octobre 2010 relatif à la qualité de l'air ;
- VU l'arrêté interpréfectoral n°2011-004 du 5 janvier 2011 relatif à la procédure d'information et d'alerte de la population en cas de pointe de pollution en Région Rhône-Alpes ;
- VU l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2006 autorisant le fonctionnement de la société SAINT GOBAIN EMBALLAGE à LAGNIEU ;
- VU la convocation de Monsieur le directeur de la société SAINT GOBAIN EMBALLAGE au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), accompagnée des propositions de l'inspecteur des installations classées ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) au cours de sa réunion du 11 juillet 2013 ;
- VU la notification au demandeur du projet d'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT les dépassements récurrents de valeurs limites réglementaires associées aux polluants atmosphériques en Rhône-Alpes entraînant des épisodes de pollution et l'enjeu sanitaire majeur que ces dépassements induisent ;

CONSIDERANT que la verrerie Saint-Gobain Emballage de Lagnieu constitue un émetteur important de polluants atmosphériques (dioxyde de soufre, de dioxydes d'azote et poussières) à l'échelle de la région Rhône-Alpes ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de réduire le nombre et l'importance des épisodes d'alerte à la pollution atmosphériques, par des mesures d'urgence applicables aux sources fixes ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**- ARRETE -**

**Article 1<sup>er</sup> :**

A la fin du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2006, est ajouté le chapitre 3.3 suivant

**CHAPITRE 3.3 Mise en œuvre des mesures temporaires de réduction d'émissions de polluants atmosphériques en épisode d'alerte**

En cas d'activation du dispositif de gestion des épisodes de pollution au niveau alerte dans le bassin d'air dans lequel elle est implantée, la société Saint-Gobain Emballage est tenue de mettre en œuvre dans les conditions prévues à l'article 10 de l'arrêté interpréfectoral 2011-004 du 5 janvier 2011, pour chaque polluant objet de l'alerte et pour chaque niveau d'alerte dont les seuils et conditions de déclenchement figurent à l'article 4 de l'arrêté interpréfectoral précité, les mesures suivantes de réduction de ses émissions.

### ARTICLE 3.3.1 Dioxyde de soufre (SO2)

L'exploitant met en œuvre les actions suivantes :

- En cas d'atteinte de l'alerte de 1<sup>er</sup> niveau de mesures d'urgence et à réception du message d'alerte

Mobilisation cellule de crise exploitant en lien avec DREAL et la Préfecture ;  
Report des opérations de maintenance des unités de dépollution (électro-filtre à 100 % de fonctionnement) prévue sur la période d'alerte.

- En cas d'atteinte de l'alerte de 2<sup>e</sup> niveau de mesures d'urgence et à réception du message d'alerte

Vérification des émissions sur la supervision pour respecter la valeur limite ;  
Vérification du bon fonctionnement de l'électro-filtre (intensité des champs, évacuation des poussières vers le silo de stockage, bon fonctionnement des marteaux de frappe) ;  
Augmentation de l'injection de réactif (carbonate de soude léger) pour abaisser la concentration de SO2 de 10 %.

- En cas d'atteinte de l'alerte de 3<sup>e</sup> niveau de mesures d'urgence et à réception du message d'alerte

Diminution du fuel et augmentation du gaz (dans la limite des capacités techniques de distribution du fournisseur) sur les deux fours pour abaisser la concentration de SO2 de 15%.

Les actions prévues ci-dessus ne doivent en aucun cas porter préjudice à la sécurité du personnel, de l'environnement et des installations.

### ARTICLE 3.3.2 Dioxydes d'azote (Nox)

L'exploitant met en œuvre les actions suivantes :

- En cas d'atteinte de l'alerte de 1<sup>er</sup> niveau de mesures d'urgence et à réception du message d'alerte

Mobilisation cellule de crise exploitant en lien avec DREAL et la Préfecture ;  
Report des opérations de maintenance des unités de dépollution (électro-filtre à 100 % de fonctionnement) prévue sur la période d'alerte.

- En cas d'atteinte de l'alerte de 2<sup>e</sup> niveau de mesures d'urgence et à réception du message d'alerte

Vérification des émissions sur la supervision pour respecter la valeur limite ;  
Vérifications des brûleurs bas NOx et de leur fonctionnement pour abaisser la concentration de NO2 de 10 %.

- En cas d'atteinte de l'alerte de 3<sup>e</sup> niveau de mesures d'urgence et à réception du message d'alerte

Diminution du gaz et augmentation du fuel sur les deux fours pour abaisser la concentration de NO2 de 15%.

Les actions prévues ci-dessus ne doivent en aucun cas porter préjudice à la sécurité du personnel, de l'environnement et des installations.

### ARTICLE 3.3.3 Particules (PM10)

L'exploitant met en œuvre les actions suivantes :

- En cas d'atteinte de l'alerte de 1<sup>er</sup> niveau de mesures d'urgence et à réception du message d'alerte

Mobilisation cellule de crise exploitant en lien avec DREAL et la Préfecture ;  
Report des opérations de maintenance des unités de dépollution (électro-filtre à 100 % de fonctionnement) prévue sur la période d'alerte.

- En cas d'atteinte de l'alerte de 2<sup>e</sup> niveau de mesures d'urgence et à réception du message d'alerte

Vérification des émissions sur la supervision pour respecter la valeur limite ;  
Vérifications du bon fonctionnement de l'électro-filtre avec les 3 champs en fonctionnement et du bon fonctionnement de l'extraction des poussières ;  
Diminution du fuel et augmentation du gaz (dans la limite des capacités techniques de distribution du fournisseur) sur les deux fours pour abaisser la concentration de poussières de 10 % ;

- En cas d'atteinte de l'alerte de 3<sup>e</sup> niveau de mesures d'urgence et à réception du message d'alerte

Arrêt du recyclage des poussières de l'électro-filtre et augmentation du taux de calcin de 20 % (sous réserve de disponibilité) pour abaisser la concentration de Poussières de 15 %.

Les actions prévues ci-dessus ne doivent en aucun cas porter préjudice à la sécurité du personnel, de l'environnement et des installations.

#### **ARTICLE 3.3.4 Sortie du dispositif**

A la sortie du dispositif au niveau d'alerte, et à réception du message de fin d'alerte, les mesures sont automatiquement levées.

Les dispositions ci-dessus font l'objet, de la part de l'exploitant, de procédures détaillées, tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

#### **ARTICLE 3.3.5 Suivi des actions temporaires de réduction des émissions de polluants atmosphériques**

##### 2.1 Information de l'inspecteur des installations classées

L'exploitant informe, dans un délai de 24h à compter de la réception du message d'alerte, l'inspecteur des installations classées des actions mises en œuvre.

##### 2.2 Bilan des actions temporaires de réduction d'émissions

L'exploitant conserve durant 2 ans minimum, et tient à disposition de l'inspecteur des installations classées, un dossier consignait les actions menées suite à l'activation au niveau alerte du dispositif de gestion des épisodes de pollution atmosphérique.

Ce dossier comporte notamment les éléments suivants :

- les messages d'alerte et de fin d'alerte concernant son établissement (Polluant et bassin d'air) reçus en application de l'arrêté interpréfectoral 2011-004 du 5 janvier 2011 ;
- la liste des actions menées, faisant apparaître : le type d'action mise en œuvre, l'équipement concerné, la date et l'heure de début et de fin, une estimation de la quantité de polluants atmosphériques émis ainsi évitée.

##### 2.3 Autosurveillance - bilan annuel

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans le cadre de l'autosurveillance de ses rejets, un bilan annuel quantitatif des actions temporaires de réduction d'émissions mises en œuvre

#### **Article 2 :**

Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera :

- affiché à la porte principale de la mairie de LAGNIEU pendant une durée d'un mois
- publié sur le site internet de la préfecture de l'Ain pendant une durée d'un mois,
- affiché, **en permanence**, de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré, par mes soins, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans le département de l'Ain.

#### **Article 3 :**

En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du Code de l'environnement susvisé, cette décision peut être déférée au tribunal administratif, seule juridiction compétente :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de l'affichage de l'arrêté.

#### **Article 4 :**

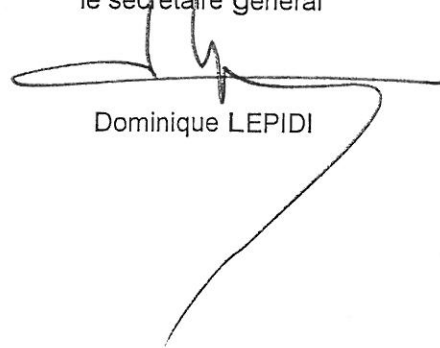
Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- à Monsieur le directeur de la société SAINT GOBAIN EMBALLAGE - LA DEFENSE - 18, avenue d'Alsace – 92400 COURBEVOIE ;

- et dont copie sera adressée :
  - à Mme la sous-préfète de BELLEY,
  - au maire de LAGNIEU, pour être versée aux archives de la mairie pour mise à la disposition du public et pour affichage durant un mois d'un extrait dudit arrêté ;
  - au chef de l'Unité Territoriale de l'Ain - direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
  - au directeur départemental des territoires,
  - au délégué territorial départemental de l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes ;
  - au directeur départemental des services d'incendie et de secours ;
  - au service interministériel de défense et de protection civile - (préfecture).

Fait à Bourg-en-Bresse, le 23 août 2013

Le préfet,  
Pour le préfet,  
le secrétaire général



Dominique LEPIDI